

L’imposture de l’omniscience face à la complexité. Une relecture hayékienne de la présomption fatale

The Imposture of Omniscience in the Face of Complexity: A Hayekian Reinterpretation of the Fatal Conceit

Rodolphe EDOU NKOGHE

Enseignant-Chercheur, Docteur en Philosophie

Centre d’Etudes et de Recherches Philosophiques, Université Omar Bongo – Gabon

Abstract

The “fatal conceit” of Friedrich Hayek provides a critical framework for analyzing intellectual imposture in the age of algorithmic regulation and institutional mendacity. By contrasting spontaneous order with the simulacra of control, this article explores how a blind faith in Big Data attempts to substitute a statistical synthesis for individual, dispersed, and tacit knowledge. This shift consecrates a transition from the descriptive to the prescriptive, where generative AI—the instrument of a simulated omniscience—produces a plausible but disembodied discourse that denies the inherent complexity of existence. By extracting uncertainty from human learning, algorithmic control establishes a centralized truth that sterilizes our epistemological horizon. In the face of this systemic post-truth, being faithful to reality requires rejecting the fantasy of total mastery to rediscover the humility necessary for the vitality of human knowledge.

A la fin du XX^e siècle, Friedrich August von Hayek (1899 – 1992) a mis en garde contre ce qu’il percevait comme une dérive présomptueuse du socialisme, et plus largement du rationalisme constructiviste, lorsqu’ils prétendent réorganiser l’ordre social par un plan délibéré. Sa critique vise avant tout la planification centralisée et l’illusion d’un esprit capable de maîtriser la complexité des institutions, non pas toute forme de rationalité, mais bien l’ambition de reconstruire artificiellement la société par décret. De nos jours, cette vision erronée trouve une résonance dans la domination de l’intelligence artificielle (IA) et la régulation algorithmique de nos flux d’information. En vérité, nous sommes entrés dans l’ère du *Big Data*¹, considéré comme le nouveau miroir exhaustif de la réalité, promettant une transparence absolue là où l’analyse hayékienne décelait une complexité par essence indépassable. Cette mutation consacre un véritable culte de la donnée qui altère l’ontologie même du savoir. Autrefois ancrée dans l’expérience humaine, fragmentaire, située et irréductiblement tacite, la connaissance se voit

¹ Le Big Data, ou mégadonnées, fait référence à l’immense quantité de données numériques générées en temps réel par nos interactions avec la technologie (comme les réseaux sociaux, les capteurs et les transactions). Ce concept se caractérise par la règle des « 3 V » : un volume immense, une rapidité de transfert quasi instantanée et une diversité considérable de formats (textes, images, sons). L’enjeu ne réside pas uniquement dans le stockage des données, mais aussi dans leur analyse à l’aide d’algorithmes d’IA pour repérer des corrélations et anticiper des comportements.

désormais simulée par des modèles mathématiques s’arrogeant les attributs d’une omniscience numérique. Si Hayek était préoccupé par la logique du scientisme de son époque, tout se joue aujourd’hui dans la manière dont les sociétés contemporaines confient aux algorithmes et aux dispositifs de régulations automatisée la prétention de maîtriser la complexité sociale.

Ce glissement du descriptif au prescriptif inaugure une imposture intellectuelle sans précédent. Sous couvert d’une efficacité gestionnaire, le contrôle algorithmique s’emploie à stériliser l’incertitude, pourtant moteur vital de tout apprentissage et de toute découverte. Dans le paradigme de la post-vérité, l’IA générative devient l’instrument paroxystique de cette simulation, puisqu’elle génère des discours d’une plausibilité désincarnée qui occultent la disparition de l’authenticité sous le poids de l’agrégation statistique. L’illusion de la maîtrise totale, que Hayek pourfendait chez les planificateurs socialistes, se réincarne aujourd’hui dans certains usages technocratiques de la science des données, où l’on croit possible de réduire la complexité sociale à des modèles prédictifs et de la gouverner par des algorithmes. En prétendant purger l’existence de son aléa par la puissance du calcul, celui-ci n’édifie qu’une fiction de vérité centralisée, méprisant la richesse des ordres spontanés qui forment le soubassement de notre civilisation.

L’impératif majeur de cette réflexion consiste à repenser l’humilité épistémologique face à une hégémonie technologique qui prétend saturer le champ du possible. En consentant à déléguer la structuration de notre rapport au monde à des systèmes automatisés, nous risquons d’atrophier notre faculté à discerner les frontières constitutives de l’entendement humain. Un tel enjeu revêt une double dimension (politique et anthropologique). Sous l’angle politique, il s’agit de récuser la légitimité d’une gouvernance fondant son autorité sur une prétendue infailibilité technique, laquelle substitue la froide administration des données au tumulte nécessaire du débat démocratique. Sous l’angle anthropologique, c’est l’essence même de l’expérience vécue qui est en péril. En nous séquestrant dans des simulacres de contrôle, l’IA générative et le déluge informationnel menacent de tarir les sources de l’innovation sociale. Celles-ci ne s’épanouissent pourtant que dans la confrontation féconde avec l’imprévu et la pluralité des savoirs individuels, par nature rebelles à toute mise en équation.

Or, cette nécessité de préserver une modestie intellectuelle se heurte frontalement à la trajectoire de la modernité technique. C’est précisément au cœur de ce paradoxe que se noue la tension centrale de notre sujet : le conflit dialectique entre l’idiosyncrasie de la connaissance personnelle, c’est-à-dire la singularité propre à chaque individu dans sa manière de percevoir, d’interpréter et de mobiliser des savoirs situés, et un rationalisme constructiviste désormais porté à son paroxysme par les outils numériques. À partir de ce constat, trois interrogations fondamentales guideront notre analyse : comment la régulation algorithmique actuelle réactualise-t-elle le sophisme constructiviste que Hayek pensait avoir terrassé dans sa critique du socialisme ? Dans quelle mesure la centralisation panoptique des données par l’IA constitue-t-elle une menace fatale pour le savoir tacite et dispersé, socle de notre liberté ? Enfin, est-il possible de réhabiliter un ordre spontané de la connaissance capable d’intégrer la puissance technologique sans céder au fantasme d’une maîtrise absolue ?

L’hypothèse ici défendue pose que la crise de l’authenticité et de la vérité ne procède pas d’une carence d’information, mais d’une tentative systématique de substituer à l’ordre spontané une organisation artificielle fondée sur une omniscience algorithmique de façade qui reproduit, sous une forme contemporaine, ce que Hayek dénonçait comme la présomption de connaissance : la croyance qu’un esprit, ou aujourd’hui un dispositif technique, pourrait disposer d’une information

exhaustive et suffisante pour réorganiser la société. De même que la planification centralisée reposait sur l'illusion d'un savoir total, la régulation algorithmique suppose que la collecte massive de données et leur traitement statistique suffisent à maîtriser la complexité sociale. Cette transition de la connaissance organique vers la simulation statistique constitue une nouvelle forme, plus insidieuse encore, de « présomption fatale ». Nous postulons que seule la reconnaissance des limites de la raison calculatrice et la célébration de la dispersion des savoirs individuels permettront de briser cette imposture pour restaurer un rapport sain et authentique avec la complexité irréductible du réel.

Pour vérifier cette hypothèse, notre réflexion s'articulera en trois temps. Nous analyserons d'abord les fondements de la présomption constructiviste numérique, où l'ingénierie sociale se transmue en régulation par le code. Nous explorerons ensuite le conflit entre connaissance dispersée et simulacres de synthèse, révélant le divorce entre l'illusion statistique du *Big Data* et la réalité du savoir tacite. Enfin, nous proposerons de dépasser cette imposture par la redécouverte de l'humilité épistémique. Il s'agira précisément de dénoncer la « présomption de connaissance » pour défendre l'ordre spontané face à la stérilisation algorithmique, rendant à l'agir humain sa part d'incertitude souveraine et créatrice.

1. Les fondements de la présomption constructiviste à l'ère numérique

La méprise de l'ingénierie sociale et la régulation par le code

L'avènement des technologies numériques et de l'IA a ressuscité une aspiration philosophique et politique ancienne : l'idée que la société peut être soumise à une régulation intégrale par la raison technique. Les algorithmes, les plateformes numériques et les systèmes de prise de décision automatisés sont désormais considérés comme des outils puissants capables de standardiser le comportement humain à grande échelle. Cette vision repose sur l'idée qu'une conception de ce que signifie la réalité – qu'une connaissance suffisante de la réalité nous permettrait de prédire et de gouverner correctement comment la société devrait se comporter. Cependant, cette ambition rappelle ce que Hayek déplorait comme la « présomption constructiviste » – l'idée que la société peut être conçue et contrôlée rationnellement par l'intellect humain. Hayek critique cette fantaisie rationaliste dans *La Constitution de la liberté*, en ces termes :

« L'idée que l'homme ait pu bâtir délibérément sa civilisation est issue d'un intellectualisme erroné, qui voit la raison dressée à côté de la nature et possédant un savoir et une capacité de raisonnement indépendants de l'expérience. » (Hayek, 2019, 42)

Cette critique est une objection majeure aux projets de planification sociale enracinés dans une compréhension centralisée de la société humaine. Pour Hayek, les institutions sociales les plus importantes – le marché, la loi, les traditions ou les coutumes – ne sont pas le résultat d'une volonté unique de l'esprit. Elles sont, au contraire, la conséquence d'une longue histoire de multiples transactions et d'un peu de poussée et de traction entre les gens.

Une réalité importante de l'ère numérique est mise en évidence dans ce type d'analyse. Les dispositifs algorithmiques prétendent améliorer la gestion sociale en transformant le comportement humain en informations numériques exploitables. Les plateformes organisent les transactions économiques, distribuent l'information et donnent la priorité au contenu, catégorisent les informations et façonnent progressivement les choix par le biais des préférences personnelles. La régulation par le code devient ainsi un nouveau mode de gouvernance rationnel avec l'énorme quantité de données qui sont collectées et utilisées. Mais Hayek démontre que cette logique découle d'une erreur sous-jacente : la conviction que toutes les connaissances sociales peuvent

être unifiées dans un cadre unique, et que celles-ci pourraient être converties en informations calculables. Comme il l'écrit dans *Droit, législation et liberté*, vol. 1 : *Règles et Ordre* : « Cette structure des activités humaines s'adapte constamment, et fonctionne par le mouvement même de son adaptation, à des millions de faits que personne ne connaît en totalité. » (Hayek, 1995, 15). Les sociétés humaines dépendent de connaissances diffuses, tacites et instrumentales, qui échappent largement aux constructions abstraites. Aucun régime centralisé – même soutenu par de puissants algorithmes – ne peut appréhender cette complexité sociale.

Cette perspicacité de Hayek, lorsqu'il dénonce la présomption de connaissance, qui caractérise le rationalisme constructiviste et sa propension à la planification centralisée, a également un pendant contemporain dans le récit d'Aurélien Jean et Jean-Baptiste Manenti sur les technologies algorithmiques façonnant la vie quotidienne. Ils déclarent :

« Nous interagissons quotidiennement, souvent sans nous en rendre compte, avec des technologies algorithmiques (également appelées intelligences artificielles car l'algorithme ou les algorithmes qui les constituent assurent leur logique de fonctionnement) pour nous déplacer, nous soigner, apprendre, construire, communiquer ou travailler. » (Jean et Manenti, 2025, 10).

Cette observation montre que l'intégration systémique des algorithmes dans ce qui constitue les activités humaines les plus quotidiennes. Les technologies numériques ont dépassé le rôle d'aides externes à la société et sont désormais des systèmes invisibles qui dirigent progressivement les pratiques et les schémas de prise de décision. Dès lors, la gouvernance algorithmique contemporaine semble reproduire la logique constructiviste dénigrée par Hayek. Les systèmes automatisés utilisés dans la justice, le recrutement, la finance ou l'éducation sont fréquemment promus comme objectifs et rationnels. Mais en transformant les gens en catégories statistiques et en données quantifiables, ils risquent de négliger la nature historique, qualitative et imprévisible des relations humaines. La société est alors imaginée comme une collection de problèmes techniques, prête à être abordée par le calcul.

Par conséquent, l'ère numérique ne représente pas la fin du rationalisme constructiviste, mais la naissance d'une toute nouvelle forme technologique de celui-ci. Les algorithmes amplifient le fantasme contemporain selon lequel les données pourraient rendre la société entièrement transparente, prévisible et gouvernable. Pourtant, la critique de Hayek rappelle que l'ordre social excède toujours les capacités de toute intelligence centralisée : les sociétés humaines ne sont pas des machines artificielles et systématisées, mais des systèmes dynamiques de pratiques, de modes de vie et d'interactions fondamentalement désordonnés, imprévisibles et contingents.

Cette illusion de transparence algorithmique est aujourd'hui contestée par des analyses contemporaines telles que celle de Cathy O'Neil, qui montre que la gestion de la société par les algorithmes ne dissipe pas l'opacité ; elle la redouble. Dans *Weapons of Math Destruction* (2016), O'Neil décrit ces dispositifs comme des « armes de destruction mathématique » (ADM), caractérisées par trois traits : l'opacité des modèles, qui dissimulent leurs mécanismes internes et leurs biais ; l'échelle, qui permet à ces systèmes de s'appliquer massivement et de produire des effets systémiques ; et le caractère destructeur, qui engendre des dommages sociaux réels, en renforçant les inégalités ou en automatisant des décisions injustes.

Le scientisme comme vecteur d'une nouvelle omniscience algorithmique

L'émergence des technologies numériques et de l'intelligence artificielle a favorisé l'essor d'une forme de rationalité technique fondée sur l'idée que les problèmes sociaux pourraient être résolus par le calcul et l'innovation technologique. C'est précisément ce type de raisonnement

que Hayek a condamné sous le nom de « scientisme » dans *The Counter-Revolution of Science: Studies on the Abuse of Reason* (1952). Dans cet ouvrage, il définit le scientisme comme une transposition abusive aux phénomènes sociaux des méthodes propres aux sciences physiques, postulant que les sociétés humaines peuvent être étudiées, modélisées et gouvernées comme des objets naturels. La version française, publiée sous le titre *Scientisme et sciences sociales*, n'en constitue qu'une traduction partielle, centrée sur certains essais, notamment *Scientism and the Study of Society* (1942-1944) et *The Facts of the Social Sciences* (1943).

Hayek y critique l'illusion selon laquelle les outils conceptuels de la physique ou de la mécanique pourraient fournir un cadre adéquat pour comprendre des interactions sociales fondées sur des connaissances dispersées, des intentions hétérogènes et des ajustements évolutifs. Il dénonce ainsi la prétention des sciences sociales à atteindre une précision comparable à celle des sciences naturelles. Les phénomènes sociaux diffèrent radicalement des phénomènes physiques : ils reposent sur des pratiques humaines, des traditions, des motivations et des savoirs situés qu'aucun observateur central ne peut saisir entièrement. Le passage ci-après expose clairement cette observation de Hayek :

« Une nouvelle série de problèmes surgit ici, dont le savant n'a pas directement à s'occuper. Il n'est pas évident que les méthodes particulières auxquelles il est accoutumé conviennent à ces problèmes. Il n'est pas ici question de savoir jusqu'à quel point le tableau que se fait l'homme du monde extérieur correspond aux faits, mais comment par ses actions, déterminées par ses opinions et ses conceptions, il construit un autre monde dont l'individu devient partie. Par opinions et conceptions qu'ont les gens, nous n'entendons pas seulement parler de leur connaissance du monde extérieur. Nous entendons par là tout ce qu'ils savent et croient à leur propre sujet, au sujet des autres, au sujet du monde extérieur, bref tout ce qui détermine leurs actions, y compris la science elle-même. Tel est le domaine que couvrent les sciences de l'homme ou "sciences morales". » (Hayek, 1991, 27-28).

Ce point est vital car il rappelle que la réalité sociale ne peut jamais être réduite à des informations objectives mesurées de manière mécanique. Les sociétés humaines se construisent à travers des significations, des interprétations et des comportements imprévisibles qui défient toute modélisation complète. Mais cette critique résonne particulièrement aujourd'hui autour de la montée du *technosolutionnisme* moderne. Cela signifie que les technologies numériques, les algorithmes et l'IA ont le potentiel de fournir des solutions rationnelles à tous les problèmes sociaux. C'est chez l'historien et politiste français Benjamin Pajot que nous retrouvons une description parfaite de cette logique :

« Le technosolutionnisme s'en distinguerait néanmoins par son ambition plus radicale de transformation de la société, à l'initiative du secteur privé. Englobant le techno-optimisme radical dont il partage l'essentiel des croyances, il déploierait ainsi un agenda intrinsèque d'agencement et de transformation des sociétés par et pour la technologie. Il aurait de ce fait un impact plus important sur les perceptions, à même de modifier la façon dont nous analysons et hiérarchisons les phénomènes sociaux. » (Pajot, 2025, 7).

Cette logique étend simplement ce scientisme que Hayek a condamné. Là où le scientisme classique pensait qu'il était possible d'incorporer les outils des sciences précises dans la société, le technosolutionnisme est maintenant certain que de telles données colossales et algorithmes peuvent prédire, optimiser et gouverner le comportement humain.

Cette omniscience algorithmique repose sur une illusion fondamentale : la pensée qu'une accumulation toujours croissante de données garantirait que la société soit entièrement transparente et gouvernable. Les plateformes numériques, les systèmes prédictifs et les dispositifs d'IA prétendent donc prédire les comportements des individus dans tous les domaines, de la santé,

de l'éducation ou de la sécurité à la consommation. Mais, comme Hayek nous le rappellerait, les sociétés humaines ne peuvent jamais être simplement des systèmes mécaniques. Les connaissances nécessaires pour participer à la vie sociale de la société sont détenues de manière souvent tacite ou informelle, qui ne sont pas entièrement cohérentes et ne peuvent être rendues complètes.

Le technosolutionnisme transforme des scénarios humains complexes en problèmes techniques. Les facteurs historiques, culturels, moraux et politiques de la société peuvent être subordonnés aux exigences de calcul et d'optimisation. En tant que tel, l'idéologie algorithmique d'aujourd'hui est une nouvelle personification du scientisme : l'hypothèse trop crédule sur la force de la technique et des connaissances quantifiées, au détriment de la complexité irréductible de l'expérience humaine et de la spontanéité des ordres sociaux.

Le passage du scientisme algorithmique au Big Data fait apparaître une tension centrale : la connaissance dispersée des individus est en désaccord avec les revendications de la synthèse statistique globale et centralisée.

2. Le conflit entre connaissance dispersée et simulacres de synthèse

La dispersion du savoir face à l'illusion de l'agrégation statistique

Les technologies liées au Big Data, aux algorithmes prédictifs et, plus récemment, à l'intelligence artificielle générative reposent sur des logiques distinctes qu'il convient de ne pas confondre. Les dispositifs de Big Data misent sur l'accumulation massive de données ; les algorithmes prédictifs cherchent à modéliser des régularités statistiques pour anticiper des comportements ou des événements ; l'IA générative, quant à elle, produit des contenus nouveaux à partir de modèles entraînés sur de vastes corpus. Malgré leurs différences, ces technologies sont souvent mobilisées au nom d'une même promesse, celle de reconstituer une image globale et cohérente de la société, rendue supposément accessible par la puissance combinée du calcul, de la modélisation et de la génération automatisée. Les plateformes numériques, les moteurs de recherche et les systèmes d'IA sont capables de transformer les traces numériques des individus en ce qu'ils prétendent être une compréhension exhaustive du comportement humain. Cette ambition rejoint la critique du constructivisme formulée par Hayek, qui avance que la société devrait être organisée rationnellement selon une représentation qui se rapproche d'une image idéale de la réalité sociale. Dans le chapitre IV de *La Constitution de la liberté*¹, Hayek oppose le rationalisme évolutionniste au rationalisme constructiviste. Le premier reconnaît les limites inhérentes à la connaissance humaine, affirmant ainsi que les institutions sociales résultent non seulement d'un processus évolutif mais en sont également un produit ; à l'inverse, il soutient qu'une vision raisonnée pourrait imposer un ordre conscient à l'organisation sociétale. Hayek souligne ensuite que « l'esprit humain ne peut saisir plus qu'une fraction limitée de l'ensemble complexe des faits déterminant l'ordre social ». Ce point est central dans son rejet des projets de planification à grande échelle : aucune entité ne peut disposer d'informations suffisamment complètes pour orchestrer une société complexe.

¹ Pour la bonne perception de cette distinction conceptuelle, voir tout le chapitre IV de F.A. Hayek, *La Constitution de la liberté*, op. cit., p. 77-100.

Cette idée est approfondie dans le chapitre II de *Droit, législation et liberté*, vol. 1 : *Règles et Ordre*¹. Hayek y introduit, dans le cadre de sa théorie de l'ordre spontané, la distinction entre *cosmos* – l'ordre naturel et non intentionnel qui émerge des interactions humaines – et *taxis*, qui désigne l'ordre artificiel fondé sur un plan préétabli. Selon lui, il existe une prééminence fondamentale de l'ordre spontané du marché : celui-ci permet une mobilisation collective des connaissances fragmentées et dispersées parmi des millions d'individus, sans qu'aucune autorité centrale ne puisse ni ne doive exercer un contrôle total sur ces informations. En revanche, les systèmes planifiés opèrent sous l'hypothèse que les informations sociales requises deviennent « concentrées ». Ainsi, la coordination économique repose moins sur une intelligence centralisée que sur des moyens de communication aussi décentralisés que possible pour relier des connaissances locales et tacites en constante évolution.

Cependant, aujourd'hui, le Big Data semble chercher à transcender cette limite avec sa compilation exhaustive d'informations humaines. Les comportements individuels se transforment en données exploitables pour influencer les choix futurs et optimiser la gestion sociale. Comme le soulignent Enora Belz et Arthur Charpentier dans leur « Note Méthodologique », en matière de traitement statistique, « le processus d'agrégation réduit l'information, et cette perte d'information empêche – habituellement – l'identification des paramètres d'intérêt dans le modèle au niveau individuel sous-jacent » (Belz et Charpentier, 2019, 2). Ce constat méthodologique éclaire directement l'intuition hayékienne : en agrégeant des données pour produire des indicateurs globaux, on efface précisément la dispersion, la singularité et la contextualité des savoirs individuels qui constituent, selon Hayek, la trame réelle de l'ordre social. Autrement dit, la promesse du Big Data de surmonter la complexité sociale se heurte à une limite structurelle : plus l'on agrège pour rendre la réalité calculable, plus on perd l'information fine qui permettrait d'orienter l'action au niveau des individus. Et, cela signifie qu'il ne suffit pas de générer un volume massif de données pour mieux appréhender la réalité sociale. Les modèles prédictifs reposent essentiellement sur des corrélations statistiques qui simplifient excessivement des comportements profondément contextuels et souvent imprévisibles. Ces algorithmes catégorisent les individus en ensembles probabilistes basés sur leurs profils numériques. Dans les domaines tels que l'assurance, la finance ou le marketing, ces algorithmes prétendent individualiser les comportements à partir d'importants ensembles de données. Pourtant, cette approche personnalisée s'appuie sur des modèles abstraits encore incapables de saisir pleinement les spécificités concrètes des situations humaines.

Cela résonne également avec l'analyse menée par Hayek dans le chapitre VI de *La Présomption fatale*. En effet, le marchand est perçu comme essentiel car il acquiert ses connaissances à partir d'informations ponctuelles concernant la rareté des ressources ainsi que les besoins spécifiques liés aux fluctuations du marché. En pratique, cette connaissance n'est presque jamais entièrement centralisée ou stable ; elle est toujours contextuelle et temporelle. L'efficacité du marché découle donc entièrement de sa capacité à mobiliser cette connaissance fragmentaire sans qu'aucun acteur ne puisse jamais prétendre posséder une vue complète.

L'analyse de Belz et Charpentier met enfin en évidence les effets réducteurs engendrés par la quantification numérique. La société est souvent appréhendée principalement à travers le prisme

¹ Ici, il convient de faire recours au chapitre II complet de F.A. Hayek, *Droit, législation et liberté*, vol. 1 : *Règles et Ordre*, op. cit., p. 41-64.

chiffré ; néanmoins beaucoup d’expériences humaines échappent à cette formalisation : croyances, traditions, intentions ou savoirs tacites sont difficilement traduisibles numériquement.

Cette perception erronée d’une toute-puissance algorithmique fait écho à l’avertissement émis par Hayek lorsqu’il déclare :

« Une fois admise cette identification de la liberté avec le pouvoir, il n’y a plus de limite aux sophismes par lesquels les attraits du mot “liberté” peuvent être utilisés à l’appui de mesures qui détruisent la liberté individuelle, plus de borne aux tricheries qui peuvent induire les gens, au nom de la liberté, à abdiquer leur liberté. » (Hayek, 2019, 31).

Dans le contexte numérique actuel, cette amalgamation entre liberté et pouvoir technologique favorise la légitimation de systèmes de surveillance, de prévision et de contrôle social, présentés comme des outils d’efficacité ou d’optimisation collective.

Par conséquent, l’illusion contemporaine liée à l’agrégation statistique peut être interprétée comme une extension de la critique hayékienne du rationalisme constructiviste. Le même mythe prévaut derrière le concept du Big Data : celui selon lequel il serait possible d’acquérir une intelligence capable d’assimiler toute connaissance sociale dans ce nouveau paradigme mondial. Cependant, il reste indéniable que les sociétés humaines demeurent des structures complexes où coexistent diverses formes dispersées de savoirs qu’aucun algorithme ne peut capturer parfaitement.

Le mensonge institutionnel et la post-vérité systémique des modèles

Nous désignons par mensonge institutionnel la situation dans laquelle une organisation, publique ou privée, produit, diffuse ou s’appuie sur des représentations du réel qu’elle sait partielles, biaisées ou trompeuses, mais qu’elle maintient pour préserver l’efficacité apparente de ses dispositifs de gestion. La dépendance croissante des institutions publiques et privées à l’égard des architectures algorithmiques engendre une dérive démocratique majeure : le passage d’une gestion rationnelle à une forme de mensonge institutionnel automatisé. En sacralisant la donnée chiffrée, les organisations modernes finissent par accorder davantage de valeur à la cohérence interne de leurs modèles mathématiques qu’à la réalité mouvante du terrain. Ce phénomène donne naissance à une post-vérité systémique, dans laquelle le modèle algorithmique ne cherche plus à décrire fidèlement le monde, mais à produire sa propre vérité bureaucratique.

Cette quête obsessionnelle d’une rationalisation totale par le chiffre s’inscrit dans une trajectoire idéologique profonde. Comme le soulignait déjà Friedrich Hayek :

« La demande universelle d’un contrôle ou d’une direction “consciente” des processus sociaux est l’un des traits les plus caractéristiques de notre génération. Elle exprime, plus clairement qu’aucun de ses autres clichés, la mentalité de notre époque. Toute chose qui n’est pas consciemment dirigée comme un ensemble est tenue pour imparfaite ; on y voit une preuve de son irrationalité et de la nécessité de la remplacer entièrement par un mécanisme délibérément établi. » (Hayek, 1991, 139).

À l’ère numérique, l’articulation de ce concept hayékien de « direction consciente » trouve son prolongement matériel et technique dans les thèses de Shoshana Zuboff, mais non une confirmation, car les deux auteurs mobilisent des cadres conceptuels distincts. Si Hayek dénonçait l’illusion intellectuelle d’une omniscience centrale, Zuboff démontre comment le capitalisme contemporain, qu’il nomme « capitalisme de surveillance »¹, a précisément édifié l’infrastructure

¹ Dans les pages préliminaires de *L’âge du capitalisme de surveillance*, Shoshana Zuboff donne huit définitions à son concept de capitalisme de surveillance : « 1. Un nouvel ordre économique qui revendique l’expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées

technique capable de capter, prédire et orienter les comportements. Ce que le planificateur hayékien tentait d'imposer par décret, l'architecture numérique moderne l'obtient par la captation invisible du réel, à travers « une nouvelle forme de marché qui revendique l'expérience humaine privée comme matière première dont elle se sert dans des opérations secrètes d'extraction, de production et de vente » (Zuboff, 2020, préface, II). L'ambition constructiviste de contrôle global s'est ainsi privatisée et automatisée : le « mécanisme délibérément établi » redouté par Hayek est devenu la matrice algorithmique qui nourrit les décisions de nos institutions modernes.

Lorsqu'une administration ou une entreprise calibre ses politiques exclusivement à partir d'agréments numériques, elle s'enferme dans une rationalité purement formelle. Dès lors que le savoir pratique et local des agents ou des usagers contredit les prévisions de la machine, c'est le terrain lui-même qui est jugé défaillant ou irrationnel. Les biais statistiques se transforment alors en instruments de dissimulation politique : les disparités sont lissées afin de produire des synthèses artificielles destinées à légitimer des choix managériaux préexistants.

Cette logique se manifeste de manière particulièrement visible dans plusieurs secteurs clés de la vie sociale :

— *La gestion hospitalière (système français)* : la tarification à l'activité (T2A) et les algorithmes de flux réduisent le soin à des indicateurs de rendement, masquant la réalité de l'épuisement des soignants ainsi que la singularité des parcours cliniques¹.

— *La répartition des aides sociales* : les systèmes automatisés de détection de la fraude ciblent les individus selon des critères purement statistiques, provoquant parfois des exclusions dramatiques pour des usagers piégés par des catégories informatiques incapables de refléter la complexité de leurs trajectoires de vie.

— *Les algorithmes d'orientation (comme Parcoursup en France)* : le traitement standardisé tend à réduire les projets d'avenir des étudiants à un classement mathématique, en effaçant des dimensions immatérielles telles que la motivation, l'engagement personnel ou le potentiel humain difficilement quantifiable².

d'extraction, de prédiction et de vente ; 2. Une logique économique parasite selon laquelle la production des biens et des services est subordonnée à une nouvelle architecture globale de modification des comportements ; 3. Une mutation dévoyée du capitalisme marquée par des concentrations de richesse, de savoir et de pouvoir sans précédent dans l'histoire humaine ; 4. La structure fondatrice d'une économie de surveillance ; 5. Une menace pour la nature humaine, au XXI^e siècle, aussi cruciale que l'a été le capitalisme industriel pour le monde naturel aux XIX^e et XX^e siècles ; 6. L'origine d'un nouveau pouvoir instrumentarien qui affirme sa domination sur la société et lance des défis inédits à la démocratie de marché ; 7. Un mouvement qui vise à imposer un nouvel ordre collectif fondé sur la certitude absolue ; 8. Une dépossession des droits humains essentiels mieux comprise comme coup d'en haut : un renversement de la souveraineté du peuple. »

¹ Plusieurs travaux ont montré que ce mode de financement, introduit progressivement en France à partir de 2004, tend à privilégier la logique de production d'actes au détriment de la qualité clinique et de la continuité des parcours. Le rapport de la Cour des comptes (2019) souligne ainsi que la T2A « incite à l'augmentation des volumes d'activité » et contribue à une pression accrue sur les équipes soignantes. De même, l'enquête de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS, 2016) met en évidence les effets délétères de la gestion par indicateurs : standardisation des pratiques, perte de sens du travail, invisibilisation de la complexité clinique et aggravation de l'épuisement professionnel.

² L'article de Leïla Frouillou, « Parcoursup et la reconfiguration des inégalités dans l'enseignement supérieur français », Diversité [Online], 202 | 2023, Online since 16 mai 2023. URL : <https://publications-prairial.fr/diversite/index.php?id=3818>, met en évidence que Parcoursup contribue à un « nouvel âge de la sélection » en reconfigurant les inégalités scolaires : la plateforme étend la logique de classement à

Le mensonge devient institutionnel lorsque ces simulacres statistiques servent à légitimer l'action – ou l'inaction – publique. Le recours à l'autorité de l'algorithme permet alors aux décideurs de se décharger de leur responsabilité sous couvert d'objectivité scientifique. Cette post-vérité systémique oppose ainsi à la détresse concrète des individus une fin de non-recevoir statistique, matérialisant la tentative de substituer à la complexité du réel un modèle centralisé, abstrait et prétendument omniscient.

Avec les excès du constructivisme algorithmique et l'illusion de l'omnipotence statistique, il devient nécessaire de rétablir une humilité épistémique fondée sur la reconnaissance des limites de la connaissance humaine et de la complexité irréductible des ordres sociaux spontanés.

3. Le dépassement de l'imposture par la redécouverte de l'humilité épistémique

Les technologies algorithmiques qui se développent rapidement transforment l'interaction de l'homme, du savoir, des choix et du monde social. Une nouvelle légitimation de l'optimisation s'est imposée aujourd'hui : elle prétend que les technologies d'IA seraient capables de rendre les systèmes sociaux entièrement transparents, prévisibles et gouvernables par le calcul. Cette promesse nourrit l'illusion selon laquelle les modèles numériques pourraient révéler la totalité du réel et permettre une gestion parfaite des phénomènes sociaux. C'est cette ambition technocratique qui imite ce que Hayek appelait la « prétention de la connaissance » – la fantaisie selon laquelle une intelligence centralisée pourrait pleinement comprendre la complexité des phénomènes humains. Dans son discours de réception du Prix Nobel en 1974, intitulé *La Présomption de connaissance*, Hayek avait déjà averti :

« [...] dans notre discipline, mais également je crois plus généralement dans les sciences humaines, ce qui semble être de prime abord le procédé le plus scientifique est souvent en fait le moins scientifique et, en outre, dans ces domaines il y a des limites certaines à ce que nous pouvons attendre de la science. » (Feldman, 2025, 10)¹.

Cette observation met en lumière les dérives contemporaines de la gouvernance algorithmique. Aujourd'hui, l'hypernumérisation et l'accumulation massive de données nourrissent l'idée selon laquelle tous les aspects de la réalité humaine pourraient être convertis en informations exploitables. Les comportements individuels sont transformés en indicateurs quantifiables ; les préférences, les émotions, les habitudes de consommation ou les trajectoires sociales deviennent des objets de prédiction statistique. Cette logique contribue progressivement à une déformation de notre compréhension de l'expérience humaine. L'existence n'est plus envisagée comme un espace d'incertitude, de créativité et de liberté, mais comme un ensemble de comportements prévisibles destinés à être anticipés et orientés par des systèmes de calcul. Ainsi, la dimension humaine tend à être réduite à un spectre de données comportementales gouvernées par la logique prédictive des machines.

Ce basculement transforme profondément la condition humaine. Lorsque les décisions économiques, administratives ou sociales sont confiées à des systèmes automatisés, l'individu risque d'être réduit à une simple donnée statistique. La singularité des personnes, la richesse des

l'ensemble des formations du supérieur, accentuant la mise en concurrence et renforçant les effets de ségrégation sociale.

¹ Le titre original de ce discours, en anglais, est *The Pretence of Knowledge*. La traduction utilisée ici est celle de Jean-Philippe Feldman dans son article intitulé « Introduction au discours de Hayek pour son Nobel », publié dans *Journal des Libertés*, n° 31, hiver 2025, disponible en ligne : <https://journaldeslibertes.fr/wp-content/uploads/2026/05/8-JDL-31-Hayek.pdf>. C'est en référence à cette publication que nous citons le discours de Hayek lors de sa réception du Prix Nobel en 1974.

expériences vécues et les dimensions qualitatives de l'existence s'effacent progressivement derrière des catégories numériques standardisées. L'être humain tend alors à devenir une abstraction mathématique soumise à des logiques de prédiction et d'optimisation.

La critique formulée par Hayek nous permet d'interpréter cette dérive comme le résultat d'une confusion fondamentale entre information et connaissance. En vérité, une société ne fonctionne pas grâce à une centralisation totale des données, mais à travers une circulation décentralisée des savoirs entre les individus. Les connaissances mobilisées dans le tissu social sont le plus souvent locales, pratiques, temporaires et implicites ; elles ne peuvent être entièrement traduites en modèles abstraits. En cherchant à substituer à la richesse vivante des interactions humaines des systèmes algorithmiques rigides, on risque alors d'étouffer les mécanismes spontanés qui permettent précisément aux sociétés complexes de s'adapter et d'évoluer.

C'est pourquoi la défense de l'ordre spontané hayékien apparaît aujourd'hui comme un enjeu philosophique et politique majeur. Selon le philosophe et économiste autrichien, les sociétés humaines ne sont pas le produit d'un plan rationnel unique ; elles émergent plutôt d'un processus ouvert d'interactions entre une multitude d'individus, chacun possédant des connaissances fragmentées. C'est précisément cette diversité d'expériences humaines qui rend l'ordre spontané plus adaptable et plus dynamique que les systèmes centralisés. En revanche, la logique technocratique cherche à remplacer cette dynamique évolutive par un modèle artificiel basé sur une simplification excessive de la réalité sociale.

La gouvernance algorithmique contemporaine prolonge ainsi une vieille tentation constructiviste sous une forme numérique. Les dispositifs technologiques tendent à harmoniser les comportements sociaux, à normaliser les pratiques et à réduire l'incertitude inhérente à la vie collective. Les algorithmes guident les choix culturels ; les systèmes prédictifs anticipent certains comportements ; les plateformes numériques organisent les interactions selon des critères définis par l'efficacité computationnelle. Cette rationalisation croissante conduit progressivement à une réduction de l'autonomie individuelle et menace, de manière encore plus profonde, les capacités d'expérimentation, d'innovation et de spontanéité qui constituent le dynamisme des sociétés libres.

Face à cette dérive inquiétante, Hayek appelle à une humilité épistémique authentique. Toujours dans son discours de réception du Prix Nobel d'économie, avec Gunnar Myrdal il souligne que :

« Si l'homme veut éviter de faire plus de mal que de bien dans ses efforts pour améliorer l'ordre social, il devra apprendre que dans ce domaine, comme dans tous les autres domaines où prévaut une complexité essentielle de type organisée, il ne peut pas acquérir cette pleine connaissance qui lui donnerait la maîtrise des événements. [...] En reconnaissant les limites insurmontables de sa connaissance, le savant qui se penche sur la société doit en tirer une leçon d'humilité qui devrait le garder de se retrouver complice de cette quête fatale des hommes pour contrôler la société – une quête qui ferait de lui non seulement un tyran sur ses semblables, mais aussi le destructeur d'une civilisation qu'aucun esprit n'a conçue, mais qui s'est développée à partir des efforts libres de millions d'individus. » (Feldman, 2025, 15-16).

Cette réflexion est donc un avertissement important contre la tentation contemporaine d'échanger la spontanéité sociale contre une gouvernance algorithmique inflexible. Le problème ne réside pas dans l'élimination complète de toute technologie, mais plutôt dans la reconnaissance que la complexité humaine doit toujours transcender ce que le calcul est capable de comprendre pleinement. Mais défendre cet ordre spontané implique également de maintenir la diversité

inhérente des événements humains face à une sorte d'aplatissement technique de la matrice sociale en de simples unités quantitatives.

En définitive, l'ère contemporaine des technologies numériques et de l'IA ne constitue pas seulement une mutation technologique ; elle représente également une transformation de notre rapport au savoir, au pouvoir et à l'organisation de la société. Avec l'avènement d'outils comme le Big Data, les algorithmes prédictifs et la prise de décision automatisée, se renouvelle une vieille ambition intellectuelle : l'affirmation selon laquelle une connaissance complète du domaine social aboutirait à un contrôle rationnel du comportement humain. Cette promesse d'omniscience algorithmique prolonge, sous une forme technologique, le rationalisme constructiviste réprouvé par Hayek.

La critique hayékienne révèle une erreur cruciale : la société n'est, en fin de compte, pas un mécanisme artificiel entièrement programmable. Les phénomènes sociaux reposent sur des connaissances dispersées, tacites, locales et évolutives qu'aucune entité ne peut posséder entièrement. Les systèmes algorithmiques confondent l'information avec la connaissance en prétendant convertir l'ensemble des expériences humaines en données exploitables. Or, l'accumulation quantitative de données ne garantit en aucun cas une véritable compréhension de la complexité humaine.

Cette dérive produit des conséquences politiques et anthropologiques majeures. La gouvernance algorithmique favorise progressivement la réduction de l'individu à un profil statistique régi par des logiques de prédiction et d'optimisation. Les singularités humaines, les expériences vécues, les traditions et les formes spontanées de coordination sociale risquent d'être effacées au profit d'une rationalité technocratique basée sur la standardisation des comportements. Le danger n'est donc pas seulement technique ; il concerne la possibilité même de préserver un ordre étendu, fondé sur la liberté, la pluralité et l'incertitude créatrice.

Cela dit, la pensée de Hayek semble remarquablement pertinente aujourd'hui, d'autant plus que même sa critique de la « présomption de connaissance » nous aide à comprendre que les sociétés humaines ne peuvent pas être gouvernées comme des systèmes mécaniques soumis à une planification exhaustive. Les ordres sociaux libres ne peuvent respirer que par la diffusion du savoir et la spontanéité des interactions humaines. Ainsi, le défi actuel n'est pas de rejeter la technologie, mais de reconnaître les limites irréductibles de toute rationalité centralisée.

La nécessité de retrouver une humilité épistémique est devenue essentielle. Au lieu d'essayer de capturer le monde social dans des modèles statistiques et computationnels en termes abstraits, nous devons réaffirmer la valeur des savoirs pratiques, des expériences locales et des dynamiques spontanées comme mécanismes d'adaptation des sociétés complexes. Défendre l'ordre spontané n'implique nullement un rejet du progrès technique ; cela revient simplement à rappeler que la liberté humaine ne peut être intégralement convertie en données, ni que la complexité des pratiques sociales peut être substituée par des mécanismes prétendument omniscients. Autrement dit, aucune technologie – fût-elle algorithmique ou fondée sur l'IA – ne peut se substituer à la dynamique évolutive, située et imprévisible des interactions humaines.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BELZ, Enora, CHARPENTIER, Arthur, « Données Agrégées et Variations Compositionnelles : Note Méthodologique », 2019. Disponible sur <https://hal.science/hal-02097031v1/file/Compositions.pdf>, consulté le 18 mai 2026.

FELDMAN, Jean-Philippe, « Introduction au discours de Hayek pour son Nobel », in *Journal des Libertés*, n° 31, hiver 2025, disponible en ligne : <https://journaldeslibertes.fr/wp-content/uploads/2026/05/8-JDL-31-Hayek.pdf>, consulté le 19 mai 2026.

FROUILLOU, Leïla, « Parcoursup et la reconfiguration des inégalités dans l'enseignement supérieur français », Diversité [Online], 202 | 2023, Online since 16 mai 2023. URL : <https://publications-prairial.fr/diversite/index.php?id=3818>, consulté le 1^{er} juillet 2026.

HAYEK, Friedrich August, *Constitution de la liberté* (1960), trad. Raoul Audouin, Paris, Institut Coppet, 2019.

——— *Droit, législation et liberté*, vol. 1 : *Règles et Ordre* (1973), trad. Raoul Audouin, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1995.

——— *Scientisme et sciences sociales. Essai sur le mauvais usage de la raison* (1952), trad. Raymond Barre, Paris, Plon, coll. « Agora », 1991.

JEAN, Aurélie, MANENTI, Jean-Baptiste, *IA et inclusion algorithmique : un enjeu de cohésion sociale, économique et territoriale*, Paris, Institut Terram, septembre 2025.

O'NEIL, Cathy, *Algorithmes : la bombe à retardement. Comment les Big Data augmentent les inégalités et menacent la démocratie*, traduit de l'anglais par Sébastien Marty, Paris, Les Arènes, 2018.

PAJOT, Benjamin, *Le solutionnisme technologique : vrais problèmes, fausses solutions ?*, Études de l'Ifri, mars 2025.

ZUBOFF, Shoshana, *L'âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir*, trad. Bee Fromentelli et Anne-Sylvie Homassel, Paris, Zulma, 2020.

NOTICE BIO-BIBLIOGRAPHIQUE DE L'AUTEUR

Rodolphe EDOU NKOGHE est Docteur en philosophie (Université Paris 8) et Enseignant-Chercheur à l'Université Omar Bongo de Libreville (Gabon), il explore l'épistémologie politique et la pensée de la complexité. Ses recherches questionnent les limites de la rationalité constructiviste chez Hayek, et les fondements de la souveraineté chez Rousseau. Il a notamment publié « Les terminologies et représentations du risque dans la pensée de Rousseau » dans le n°3 de la revue *Méditations Littéraires*.